

**CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES DE DENRÉES  
ALIMENTAIRES ET PRODUITS JETABLES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT  
DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE ET ESPE AQUITAINE  
MARCHÉ 2018**

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics

## **1) Groupement de commandes**

**Article 1 :** Il est créé un Groupement de commandes de denrées alimentaires et de produits jetables dont le siège est situé au Lycée Victor Louis de Talence.

**Article 2 :** Ce groupement comprend les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement du département de la Gironde (Ministères de l'Education Nationale et de l'Agriculture) qui ont fait une demande d'adhésion, acceptée par l'établissement coordonnateur, ainsi que l'ESPE d'Aquitaine – Université de Bordeaux.

Chaque établissement est représenté selon les modalités définies par l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

L'établissement coordonnateur du groupement est membre de l'association des coordonnateurs des groupements de commande des EPLE de Nouvelle Aquitaine.

**Article 3 :** Chaque établissement membre du groupement s'engage en adhérant à la présente convention à commander aux cocontractants retenus les denrées alimentaires - ainsi que les produits jetables concernant les établissements sièges de cuisine centrale - à hauteur de ses besoins propres, tel qu'il les a préalablement déterminés.

Chaque établissement membre du groupement définit ses besoins avec la plus grande précision possible, et les communique à l'établissement coordonnateur dans les délais prescrits par ce dernier.

Chaque établissement du groupement s'assure de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne. Il veille notamment à respecter le minimum de commandes pour lequel il s'est engagé. En cas de litige avec un fournisseur au marché, l'établissement membre du groupement reste seul responsable.

**Article 4 :** Le Lycée Victor Louis est désigné coordonnateur du Groupement. Il est représenté par l'Adjoint-gestionnaire de l'établissement, ci-dessous désigné « le Représentant du coordonnateur ». Ce dernier préside la Commission d'Appel d'Offres.

Le Chef d'établissement coordonnateur conclut, signe et notifie les marchés et les avenants éventuels aux fournisseurs retenus.

**Article 5 :** Les fournitures faisant l'objet du présent groupement de commandes sont réparties en lots. Ces lots sont regroupés par familles de produits.

Ce marché est passé en application de la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles 12, 25, 33, 66, 67, 68 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les marchés correspondant à chaque lot de la consultation sont des accords-cadres tels que définis à l'article 4 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée. Passés en application de l'article 78 du décret n° 2016-360, ils fixent toutes les stipulations contractuelles et sont exécutés au fur et à mesure par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 80.

## 2) Bureau du Groupement

**Article 6 :** Des coordonnateurs adjoints constituent le Bureau du Groupement, commission technique présidée par le « Représentant du coordonnateur ». Ils sont désignés par l'Assemblée Générale des adhérents.

Le Bureau est chargé de l'animation du Groupement et de son fonctionnement. Il a la responsabilité de l'ouverture des plis, et propose l'analyse technique et financière des candidatures et des offres à la Commission d'Appel d'Offres.

## 3) Commission d'Appels d'Offres (CAO)

**Article 7 :** La CAO du Groupement est constituée

- d'un représentant de chaque établissement adhérent qui aura été désigné comme personne habilitée en fonction des textes qui régissent le fonctionnement des dits établissements.
- pour chaque membre titulaire est prévu un suppléant.

La CAO se réunit en assemblée générale. Elle est présidée par le « Représentant du coordonnateur ». Elle est seule compétente pour effectuer le choix des titulaires de chaque lot sur la base des propositions qui lui sont faites par le Bureau.

Chaque établissement membre du Groupement dispose d'une voix à la CAO. Les décisions se prennent à la majorité absolue des membres.

Les convocations aux réunions de la Commission d'Appel d'Offres sont adressées à leurs membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.

Le quorum est atteint lorsque la moitié plus un des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans un délai maximal de 10 jours, les décisions étant alors prises à la majorité absolue des membres présents, sans condition de quorum.

L'Agent comptable de chaque établissement du Groupement, le Représentant de la Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, le représentant des Services vétérinaires, le représentant du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine, le représentant du Conseil Départemental de la Gironde et le représentant du Recteur de l'Académie siègent avec voix consultative à la CAO.

**Article 8 :** Modalités de choix des titulaires de chaque lot :

La Commission d'Appel d'Offres choisit le titulaire du marché, en application des règles prévues aux articles 55, 59, 60, 62 et 64 du décret n° 2016-360 précité.

Dans ce dispositif de choix des offres, chaque coordonnateur adjoint, sous la responsabilité du « Représentant du coordonnateur » est chargé de réaliser des tests et analyses des échantillons et fiches techniques tels que définis dans les documents de consultation pour les lots dont il a la charge dans le respect des règles édictées par « **la Charte déontologique du testeur** ».

Il peut être fait appel à un bureau d'étude ou laboratoire indépendant à des fins d'analyse des fiches techniques ou d'échantillons.

La CAO dresse un procès verbal d'ouverture des plis (indiquant éventuellement les candidatures éliminées) et de choix des offres.

## 4) Mutualisation

**Article 9 :** Les frais afférents au fonctionnement du Groupement sont répartis entre tous les adhérents, et concernent :

- le salaire d'un personnel contractuel, de formation juridique, recruté par l'établissement coordonnateur pour les travaux de secrétariat
- les frais de publicité
- les frais administratifs, de téléphone et d'affranchissements
- les frais de mobiliers et d'équipement informatique nécessaires au fonctionnement du secrétariat
- les remboursements éventuels de frais de déplacements et de repas pour les membres du groupement assistant aux réunions de bureau.
- les frais d'analyse de fiches techniques et d'échantillons
- les frais de formation ou d'animation du groupement (conférences...).

La cotisation annuelle est fixée selon trois tarifs, en fonction des repas assurés par chaque adhérent :

- moins de 300 repas par jour : 200.00 €
- de 300 à 600 repas par jour : 300.00 €
- au-delà de 600 repas par jour : 400.00 €

**Nombre de repas journaliers dans l'établissement adhérent :**  (A compléter par l'adhérent)

Lorsqu'une charge exceptionnelle doit être supportée par le Groupement, la part afférente à chaque établissement est arrêtée en Assemblée générale selon les modalités de prise de décision de la CAO.

## 5) Durée de la Convention

**Article 10 :** Durée du marché :

1) La présente convention est conclue pour une durée permettant la passation des marchés, et des avenants éventuels, de l'année 2018, pour les familles de produits suivantes :

- Epicerie : lots 1 à 16
- Produits surgelés : lots 17 à 25
- Volailles fraîches : lots 26 à 29
- Produits laitiers- ovo produits : lots 30 à 38
- Légumes frais sous vide : lots 39 et 40
- Charcuterie et Saurisserie : lots 41 et 42
- Produits jetables pour cuisines centrales : lot 43
- Viande fraîche de mouton : lot 44
- Viandes fraîches biologiques : lots 45 à 47

2) La présente convention est conclue pour 2018, dans le cadre de la reconduction du marché 2017 pour la famille de produit suivante (première année de reconduction) :

- Viandes fraîches conventionnelles (Gros bovins, Veau, Porcins et Ovins).

Talence, le.....

....., le .....

Pour l'Etablissement coordonnateur,

Pour l'établissement adhérent,

Le Chef d'établissement,

Le Représentant du  
Coordonnateur,

Le Chef d'établissement  
(Cachet de l'établissement)

Philippe LABIAUSSE

Jérôme GLERE